

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/11/2024 de l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Marseille, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEOSEL MANOSQUE

PASSAIRE ST MARTIN
CS 90024
04107 MANOSQUE
04100 Manosque

Référence : SPR/1334/2024
Code AIOT : 0006405518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet du présent point est de vérifier la bonne application du POI par l'exploitant, lors de la réalisation de son test annuel, auquel l'inspection des installations classées a assisté en tant qu'inspecteur/évaluateur.

L'objet est également d'évaluer avec un œil extérieur, et de manière qualitative, l'organisation de la gestion de crise, les réactions des différents acteurs, afin d'identifier de potentiels axes d'amélioration, et de noter les points positifs/innovations dans la démarche de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOSEL MANOSQUE
- PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque
- Code AIOT : 0006405518
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité du site est le stockage en cavités salines souterraines d'hydrocarbures liquides (produits raffinés et bruts notamment).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence (Plan d'opération interne (POI))
- SGS (Système de gestion de la sécurité).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Élaboration du POI	Code de l'environnement du 27/11/2024, article L.515-41	Sans objet
2	Mise à jour, test POI	Code de l'environnement du 27/11/2024, article R.515-100	Sans objet
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V	Sans objet
4	Élaboration du SGS – Volet situation d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
5	Réalisation et mise à jour du SGS	Code de l'environnement du 27/11/2024, article R.515-99	Sans objet
6	Contenu du SGS – Volet situation d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I	Sans objet
7	Mise en œuvre du POI / Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
8	Exercice POI : Bilan	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La base documentaire de l'exploitant est robuste, à jour, cohérente, et efficace dans l'optique d'une gestion opérationnelle d'une crise. L'articulation SGS/POI est cohérente.

L'exercice POI a montré une bonne maîtrise par l'exploitant de ses procédures et de la mise en œuvre opérationnelle du POI malgré une configuration en mode dégradé, avec une cellule de crise plutôt inexpérimentée dans le domaine et malgré des nouveautés apportées au POI (récemment mis à jour) ainsi qu'à l'organisation physique (séparation PC.Ex, salle DOI par exemple).

Certains axes d'amélioration ont été identifiés et pourront utilement être pris en compte par l'exploitant dans son retour d'expérience.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Élaboration du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un POI en vue de : 1°) Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2°) Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Constats :

L'exploitant a bien élaboré un POI, V6 de septembre 2024, lui permettant de gérer les situations accidentelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour, test POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article R.515-100

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;

2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

II.-Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour :

1° Dans un délai raisonnable :

a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ;

b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses de l'établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ;

c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

2° Dans le délai de deux ans à compter de la date où un établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ;

3° A la suite d'un accident majeur. La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience. [...]

Constats :

Le SGS de l'exploitant prévoit au point X.II.5 une mise à jour du POI, a minima à chaque modification significative des installations, des moyens ou de l'organisation, et/ou tous les trois ans.

Il prévoit également un test annuel (X.II.4). - La procédure MAN-HSE-INST-030 (mise en œuvre exercice annuel POI) reprend cette exigence.

La dernière version du POI date de septembre 2024. Le POI précise p18 : "Le POI s'appuie sur les conclusions de l'étude de dangers (EDD) de la station de pompage de Passaire de Août 2018" (et pas de 2024). Le POI est bien basé sur l'EDD de 2023. Ce point devra donc être corrigé.

Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre pour les différents scénarios d'accident envisagés.

Il détaille notamment les installations du site, les potentiels de dangers, les événements

accidentels envisagés et la stratégie d'action associée à chaque événement. Il liste également les moyens d'intervention disponibles, et précise l'organisation de la cellule de crise, les schémas d'alerte et les actions à mener par chacun de ses membres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

L'ensemble des éléments attendus sont présents dans le POI.

Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre pour les différents scénarios d'accident envisagés.

Il détaille notamment les installations du site, les potentiels de dangers, les événements accidentels envisagés et la stratégie d'action associée à chaque événement.

Il liste également les moyens d'intervention disponibles, et précise l'organisation de la cellule de crise, les schémas d'alerte et les actions à mener par chacun de ses membres.

Les noms des acteurs ne sont pas précisés. L'exploitant raisonne par fonction au sein de la cellule de crise, chaque fonction ayant des tâches opérationnelles en responsabilité. Un ordre de priorité est défini pour déterminer quel membre de l'entreprise prend en charge les différentes fonctions considérant les compétences de chacun. Cette organisation répond à l'objectif prévu par les points a) et b) cités dans l'annexe V pré citée.

Enfin les éléments récemment introduits dans la réglementation (mesures relatives aux premiers prélèvements environnementaux notamment) sont bien intégrés à la dernière mise à jour du POI.

Un sujet mériterait d'être précisé vu le retour d'expérience de l'exercice : le recensement des victimes / personnes présentes dans la zone du sinistre / personnes non évacuées / listes des points de rassemblement n'est pas détaillé dans le POI. L'attribution de cette tâche à une personne ayant le temps de s'en acquitter lors de la gestion de crise ainsi que les différentes données à récupérer et le moyen de les obtenir semblent devoir être précisés. Une réflexion sur une automatisation de la gestion du suivi des personnels par zone (via les badges magnétiques par exemple pourrait être engagée également).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Élaboration du SGS – Volet situation d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs [...] Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant dispose d'un SGS référencé MAN-DIR-MAN-001. Ce SGS traite en particulier au point XII de la gestion des situations d'urgences.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réalisation et mise à jour du SGS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2024, article R.515-99

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour :

- avant la mise en service d'une installation relevant du régime défini à la présente sous-section ;
- avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ou de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ;
- dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section pour d'autres raisons que celles mentionnées aux deux alinéas précédents ;
- à la suite d'un accident majeur.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les catégories d'informations contenues dans le système de gestion de la sécurité.

Constats : Le SGS est bien à jour conformément au R.515-99
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu du SGS – Volet situation d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : [...]</p> <p>5. Gestion des situations d'urgence</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Le SGS dispose bien d'une partie spécifique à la gestion des situations d'urgence. Elle est retranscrite dans la partie XII (préparation des situations d'urgence) et fait le lien avec l'élaboration du POI qui est le document opérationnel permettant de décliner le SGS sur cette thématique. Il aborde les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • XII.1 : Identifications des urgences prévisibles => via l'Etude de Dangers • XII.3 : Formation : les personnels susceptibles d'intervenir en situation d'urgence sont formés • XII.4 : Exercice annuel POI : un exercice POI est réalisé annuellement • XII.5 : Mise à jour du POI : le POI est mis à jour à chaque modification importante des installations et a minima tous les 3 ans. • XII.6 : une astreinte permanente est mise en place (procédure GK-PE-2015-169) avec un responsable en mesure de prendre des décisions • XII.7 : une cellule de crise peut être mise en œuvre à tout moment sur le site pour assister le directeur de site. L'organisation de cette cellule est fixée dans la procédure GK-GKWSEC-HSE-PRO-003 <p>Le détail opérationnel de la gestion des situations d'urgence est décrit dans le POI.</p> <p>La procédure MAN-HSE-INST-030 détaille la mise en œuvre de l'exercice annuel POI. Il est cohérent avec les attentes réglementaires et l'exercice est bien réalisé de manière annuelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre du POI / Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p><i>Afin de contrôler le respect de cette prescription et la bonne application du POI par l'exploitant, l'Inspection a assisté à l'exercice POI annuel en tant qu'inspecteur/évaluateur et s'est attachée à regarder notamment les points suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>respect du schéma de transmission de l'alerte sur site</i><i>respect du schéma d'alerte externe - mise en place de la cellule de crise</i><i>cohérence participants à la cellule de crise / fonctions sur site / fonction attribuées pour la gestion de crise</i><i>vérifier que chaque participant effectue les missions qui lui sont confiées selon la répartition prévue par le POI</i><i>vérifier les équipements / documents / implantation de la ou des salles de gestion de crise</i><i>vérifier si la fiche G/P est transmise, et à quel moment</i><i>vérifier que le scénario joué est bien présent dans le POI, et l'EDD du site</i><i>vérifier la tenue des fiches de suivi prévues par le POI (suivi des appels, checklist des actions, ...)</i><i>contrôler la cohérence des actions menées par l'exploitant dans le cadre du jeu terrain</i><i>contrôler la cohérence des actions avec ce que prévoit le POI</i>
<p>Constats :</p> <p>Le scénario étudié lors de l'exercice POI était le suivant: " Incendie sur rétention de plateforme de puits : fuite sur joint de bride sur vanne MOV1903Q - Réseau Antenne 7 hydrocarbures puis inflammation."</p> <p>Le scénario se déroulait en trois phases:</p> <ul style="list-style-type: none">déclenchement d'un capteur de niveau haut sur le bournier suite à fuite et épandage de brut dans la rétention, puis par redirection, dans le bournier ;détection gaz qui alerte la salle de contrôle et met en sécurité les installations (action automatique) ;inflammation de la nappe (détection flamme) de la rétention suite à point chaud généré par l'entreprise présente sur la zone. <p>Les conséquences à prévoir sont le risque d'extension de l'incendie au bournier, et à la forêt.</p> <p><u>Préparation du scénario :</u></p> <p>Le scénario de l'exercice détaillait précisément l'enchaînement des premières étapes, et les conditions de l'exercice (direction du vent, pluie importante, fonctionnement des détecteurs, fermeture normale des organes de sécurité...), ainsi que les actions attendues (non communiquées aux joueurs).</p> <p>Ce scénario, élaboré en amont de l'exercice, a fait l'objet d'une évaluation lors de celui-ci et d'un retour d'expérience à chaud le jour-même. Il fera l'objet d'un compte rendu associé à un plan d'action/amélioration.</p> <p>La préparation et la mise en œuvre de l'exercice POI sont cohérents avec la procédure de</p>

l'exploitant MAN-HSE-INST-030. Cette procédure pourrait toutefois être complétée pour préciser les grands éléments devant être présents dans le document préparatoire support à l'exercice (Scénario, objectifs, participants, chronologie envisagée, conditions d'exercices...).

Le scénario était bien présent dans le POI (et dans l'EDD du site).

Cohérence Organisation théorique POI et Organisation réelle salle de gestion de crise :

Conformément aux éléments décrits dans le POI (fiche OS1), la salle utilisée pour la gestion de crise comportait l'ensemble des éléments matériels nécessaires (téléphone, fax, connectique pour ordinateur (alimentation secteur, alimentation réseau, wifi), intégralité du POI, Fiches missions spécifiques des différents acteurs du POI, tableau tactique, tableau pour main courante et consommables).

La salle est de plus d'une dimension adaptée pour permettre, dans ces situations de tension de fonctionner de manière optimale. Il apparaît toutefois que l'Etude de Dangers, incluant le détail de l'ensemble des scénarios majeurs (cartographie, types d'effets, et zones d'effets) n'est pas disponible en salle de crise en version papier.

L'exploitant avait fait le choix pour la première fois de créer une deuxième zone, « salle DOI » permettant au DOI et à son responsable « Relations extérieures », d'être à l'écart, pour pouvoir mener les actions de communications sans déranger le PC.Ex dans son rôle de gestion opérationnel de la crise. Cette organisation présente des avantages et des inconvénients (voir bilan des points positifs et des axes d'amélioration).

Cohérence constitution de la cellule de crise :

La cellule de crise a été constituée conformément aux règles fixées dans le POI (Fiche OS1) qui attribue les différentes missions aux différents responsables des services de l'exploitant, avec un ordre d'attribution selon 3 niveaux de priorité pour palier les absences. L'effectif étant réduit le jour de l'exercice, l'exploitant a dû utiliser ces différents niveaux de priorisation pour constituer son équipe. La procédure a été respectée, et chaque participant avait une mission qui correspondait à ses compétences réelles. Considérant la situation dégradée en termes d'effectif, l'équipe, plutôt inexpérimentée en gestion de crise, a su montrer qu'elle était en mesure de gérer un POI de manière plutôt efficace, et avec une bonne connaissance des méthodes, procédures et du POI de manière globale (Voir liste des participants à l'inspection avec leur fonction réelle, et leur fonction lors de l'exercice).

Chaque joueur a globalement réalisé les actions qui étaient attendues dans le cadre de ses attributions, telles que listées dans les fiches de fonctions présentes dans le POI et au PC.Ex.

Quelques sujets n'ont pas nécessairement été traités par les bonnes personnes ce qui a pu générer des oublis sur certaines missions. Le sujet des prélèvements environnementaux, par exemple, a été traité in fine sur demande du DOI par le responsable du PC.Ex, alors que la mission revenait au responsable exploitation logistique (ceci est une évolution réglementaire très récente, tout juste intégrée au POI et nécessitera une formation spécifique). Le sujet du recensement / comptage des personnes potentiellement présentes sur la zone du sinistre et des personnes évacuées a mobilisé un acteur pendant toute la première phase de l'exercice, ne lui permettant pas de réaliser ses autres missions comme l'analyse poussée du scénario.

Enfin aucun acteur ne s'est penché sur le scénario, les évolutions possibles, les distances d'effets, les produits impliqués, à l'exception du chef du PC.Ex et du DOI sur la base des éléments du PPI (qui ne sont pas exhaustifs). Il semble essentiel qu'une personne, détachée de la gestion opérationnelle de la crise puisse être en mesure de dégager du temps pour pouvoir analyser techniquement et en profondeur le scénario afin d'assister le responsable du PC.Ex et le DOI sur la stratégie à mettre en œuvre.

Cohérence communication :

La communication interne a été excellente tant pour les alertes de début de scénario entre les agents de terrain, la salle de contrôle, dans le cas des levées de doute avant déclenchement du POI, qu'après le déclenchement du POI. La communication entre salle DOI et PC.Ex était fluide et claire, le report d'information vers et depuis les équipes terrain également.

La séparation de la salle DOI n'a pas généré de problème de communication particulier, le DOI ayant pris l'initiative de faire des points de situations très réguliers avec tous les acteurs du PC.Ex afin de récapituler la situation, les évolutions prévisibles et de définir et indiquer la stratégie à mettre en œuvre.

La communication avec l'extérieur a été réalisée conformément aux schémas d'alerte. Certains acteurs auraient pu être contactés plus rapidement, en particulier Geomethane, l'industriel voisin. Toutefois les principaux acteurs de la gestion de crise (SDIS/CODIS en premier lieu, puis DREAL et Préfecture) ont été alertés très rapidement. L'exploitant a tardé à transmettre la fiche d'information réglementaire (fiche G/P) alors même que la rédaction de sa première version a été réalisée assez rapidement. Cette fiche permet à l'administration de prendre connaissance du sinistre et d'évaluer les conséquences possibles et l'organisation à mettre en place éventuellement (PPI à envisager notamment).

Cohérence actions / POI :

Le POI établit un certain nombre de modèles de fiches à utiliser (réception de l'alerte AL2, Message d'alerte aux autorités AL4, Fiche de suivi des appels téléphoniques AL5, ...) Aucune de ces fiches n'a été utilisée. Les différents éléments ont pour autant été réalisés de manière satisfaisante. L'exploitant devra clarifier l'usage à faire de ces fiches (fiches indicatives, ou modèles de référence à utiliser). La fiche AL4, définissant le message d'alerte aux autorités semble en particulier permettre en situation de tension de s'assurer de transmettre les informations pertinentes, sans en oublier, et mériterait d'être utilisée de manière systématique.

Cohérence actions réalisées lors de l'exercice avec le scénario envisagé :

Les actions menées par les différents acteurs lors de l'exercice sont globalement conformes à ce qui était attendu considérant le scénario. Si le scénario n'a pas nécessairement évolué comme attendu (feu de bournier et pas feu de rétention, problématique non prévue de débordement du bournier), les réactions des acteurs ont été appropriées et cohérentes, tant en salle PC.Ex que sur le terrain.

Les liens SDIS, PC.ex, Terrain ont permis de mettre en œuvre les moyens adéquats (extinction, surveillance, protections passives), le personnel ayant été mis en sécurité en premier lieu. Les sirènes ont bien été déclenchées et ont fonctionné.

La définition de la stratégie d'action a été clairement partagée entre le responsable du PC.Ex, le DOI et le SDIS (avec les éléments remontés du terrain) et avec l'appui utile du SITAC et de l'expert SIG.

Un sujet important a toutefois été négligé. Alors que toutes les données sur le scénario étaient présentes dans le POI (et dans l'EDD), et en particulier les données relatives aux risques (types d'effets possibles dans le scénario accidentel, distances d'effets (en particulier thermiques), et aux moyens de secours disponibles (type d'émulseur, quantités...)), ces données n'ont pas été exploitées, ni transmises au responsable du PC.Ex pour définition de la stratégie, à la SITAC pour le positionnement des moyens incendies et aux équipes terrains. Comme précisé précédemment, il semble nécessaire qu'une personne supplémentaire soit ajoutée à la gestion de ses situations d'urgence, personne dédiée à cette analyse, détachée de la gestion opérationnelle de la crise, considérant que cette analyse nécessite une disponibilité intellectuelle et émotionnelle en particulier sur des scénarios complexes, ou lors d'évolutions imprévues.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p><i>L'Inspection s'attache ici à évaluer avec un œil extérieur, et de manière qualitative, l'organisation de la gestion de crise, les réactions des différents acteurs, afin d'identifier de potentiels axes d'amélioration, et de noter les points positifs/innovations dans la démarche de l'exploitant.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>En synthèse, outre la qualité de la documentation, et en particulier du POI, très complet et pratique, l'exploitant a démontré une très bonne organisation dans sa manière de gérer un POI, que ce soit dans la théorie ou la pratique.</p> <p>La disposition et l'équipement de la salle, ainsi que les compétences des participants, ont permis d'avoir une gestion de crise fluide, calme et efficace. L'apport des trois fonctions SITAC, SIG, et secrétariat main courante, dans la configuration retenue (les trois côte à côte), et avec les outils dont ils disposaient (tableau SITAC pré rempli, écran géant avec logiciel SIG, main courante papier), a montré son importance. Le système SIG permettant de projeter la zone du sinistre et d'indiquer très rapidement l'emplacement des réseaux, les pentes, les sens d'écoulement, les distances des phénomènes dangereux, et de calculer les distances utiles dans le cadre de la gestion de crise est une réelle plus value.</p> <p>La séparation de la salle DOI avec le PC.Ex (qui a été testée pour la première fois) a permis d'avoir une ambiance plus calme, considérant que les nombreux appels à passer et à recevoir par le DOI et son responsable « relations extérieures » peuvent perturber la cellule de crise. Il est par contre essentiel que le DOI continue à jouer son rôle, ce qui a été très bien fait le jour de l'exercice avec un DOI se présentant souvent au PC.Ex pour faire des points de situations et définir/valider la stratégie et la communiquer de manière claire aux acteurs présents. Cette séparation de salle entraîne toutefois un problème de report des informations, la main courante étant tenue en salle PC.Ex. Une personne supplémentaire dédiée à ce report, ou un outil (type sharepoint partagé) semble nécessaire pour palier ce problème. Une réflexion pourrait être engagée également sur le rôle du DOI dans la communication externe. S'il doit rester la porte d'entrée, et qu'il est logique qu'il alerte les principaux acteurs en début de crise (SDIS, DREAL, Préfecture notamment), les appels moins importants ou urgents pourraient être délégués selon une répartition à définir.</p> <p>Comme précisé ci-avant, l'ajout d'un acteur détaché de la gestion opérationnelle, et dédié à une analyse technique du scénario, de l'évolution possible, de l'évaluation du sinistre (temps de fuite, quantité de produit, type de produits, décomposition des fumées en cas d'incendie, besoin en émulseur, capacité de rétention...) semble nécessaire pour appuyer le chef du PC.Ex, le DOI, et le SDIS avec les éléments permettant de définir la meilleure stratégie d'action.</p> <p>La fiche AL4 du POI indiquant un modèle de message d'alerte d'alerte aux autorités semble pertinente à utiliser de manière systématique, garantissant, en situation de stress, de ne pas oublier d'informations essentielles lors des différentes communications.</p> <p>Enfin, il a été observé que le contenu et la forme revue de cette nouvelle version du POI n'était pas encore bien connue de tous et que certains éléments très utiles et parfaitement formalisés n'avaient pas été utilisés. Une formation doit donc être déclenchée.</p> <p>Le sujet des premiers prélèvements environnementaux, tout récemment introduit dans la réglementation ne semble pas encore bien connu ou compris de tous les acteurs. Une formation</p>

spécifique doit également être envisagée.

Demande à l'exploitant :

L'exploitant transmettra à l'inspection:

- Le compte rendu de l'exercice POI 2024,
- Le plan d'actions consolidé des différents exercices POI
- la procédure formalisant la formation (interne et externe) de toutes les personnes nécessaires à la gestion de crise, ainsi que les éléments justificatifs sur 2023 et 2024 (dates et thématique des formations, personnes formées).

L'exploitant pourra engager une réflexion sur l'amélioration de sa procédure MAN-HSE-INST-030 comme précisé au constat N°7.

L'exploitant devra mettre en œuvre une formation sur le nouveau POI pour l'ensemble des personnes impliquées dans la gestion de crise sous 6 mois.

L'exploitant devra mener une réflexion sur l'utilisation des modèles prévus dans le POI.

L'exploitant devra mener une réflexion sur l'intégration d'une nouvelle fonction « support technique scénario » et sur la manière d'améliorer le report d'information en salle DOI.

L'étude de dangers devra être disponible au format papier dans la salle PC.EX.

Un retour sur ces différentes réflexions sera transmis sous 6 mois à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite